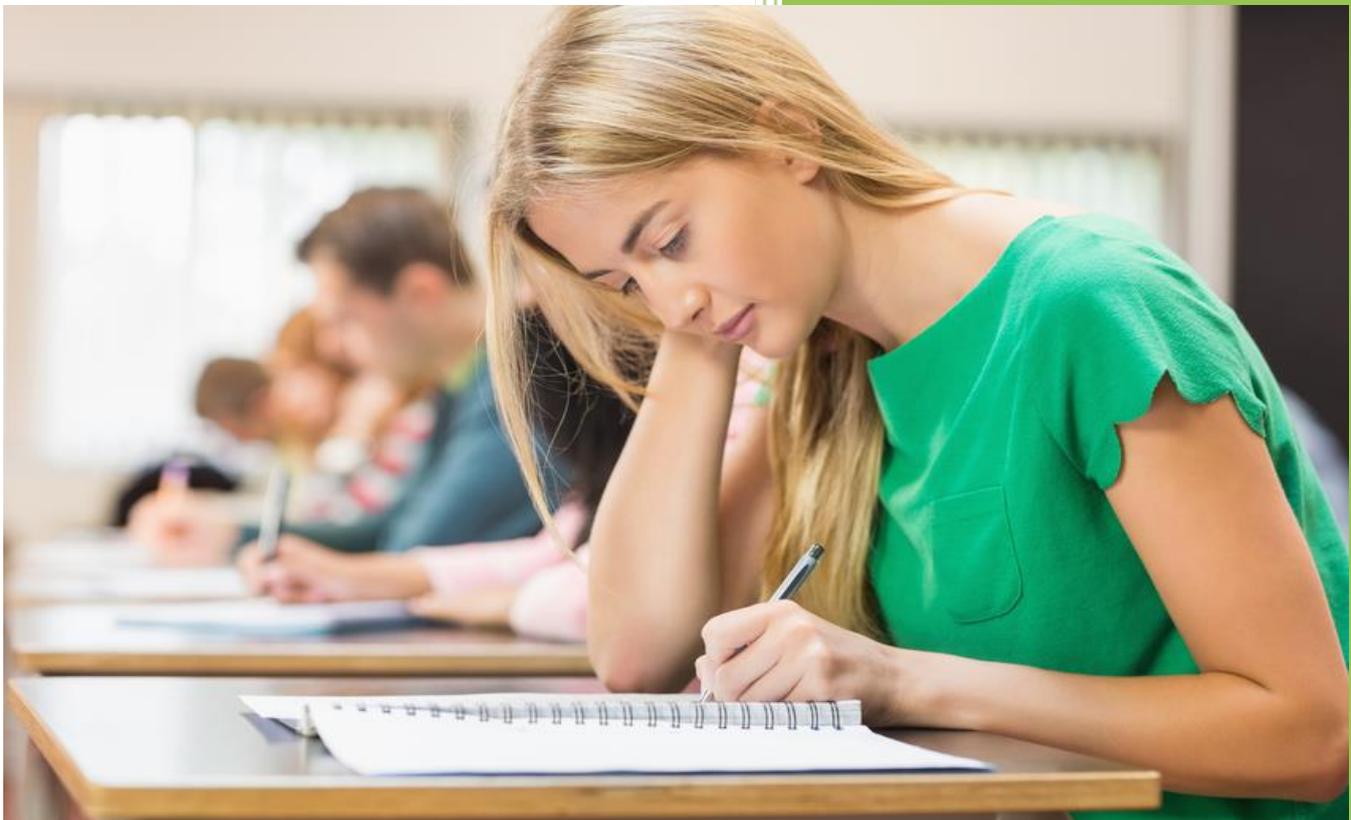




centre de gestion de l'eure
fonction publique territoriale

2017

Concours D'E.T.A.P.S.



Références

- Code du sport, Titre II, Chapitre I disposant en son article L221-3 que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature aux concours d'accès aux emplois publics sans remplir les conditions de diplômes exigées ;
- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, modifiée, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 81-317 du 7 avril 1981 modifié fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours ;
- Décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;
- Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Décret n°2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- Décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Décret n° 2011-789 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- Arrêté du 14 septembre 2005 fixant le programme des épreuves des concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Arrêté du 12 décembre 2011 fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Arrêté du 19 juin 2007 modifié fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale.



Sommaire

I – Le cadre d’emploi des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives (E.T.A.P.S.)	4
II – Les conditions d’inscription au concours	4
A- Les conditions générales d’accès à la fonction publique	4
B- Les conditions d’inscription au concours	4
a) Concours Interne	5
b) Concours Externe	5
c) Troisième concours	6
d) Dispositions applicables aux candidats handicapés	7
III - L’organisation du concours	7
A- Composition du jury	7
B- La nature des épreuves	8
a) Le concours externe	8
b) Le concours interne	9
c) Le troisième concours	9
IV – Recrutement après concours	10
A- L’inscription sur liste d’aptitude	10
B- Nomination et formation	11
C- L’avancement	11
D- Le traitement	11
ANNEXES	12
I. Le programme des épreuves	12

I – Le cadre d’emploi des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)

Les **éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS)** constituent un cadre d’emplois sportif de catégorie B.

Ce cadre d’emplois comprend les grades d’éducateur territorial des activités physiques et sportives, d’éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe et d’éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe.

Les **éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives** préparent, coordonnent et mettent en œuvre sur le plan administratif, social, technique, pédagogique et éducatif des activités physiques et sportives de la collectivité ou de l’établissement public.

Ils encadrent l’exercice d’activités sportives ou de plein air par des groupes d’enfants, d’adolescents et d’adultes.

Ils assurent la surveillance et la bonne tenue des équipements.

Ils veillent à la sécurité des participants et du public.

Ils peuvent encadrer des agents de catégorie C.

Pour les activités de natation, les éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives recrutés selon les dispositions prévues aux I des articles 5 et 9 doivent être titulaires du titre de maître-nageur sauveteur.

Les éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives exerçant leurs fonctions dans les piscines peuvent être chefs de bassin.

Les **éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe et éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe** ont vocation à occuper des emplois qui, relevant des domaines d’activité mentionnés ci-dessus, correspondent à un niveau particulier d’expertise. Ils encadrent les participants aux compétitions sportives. Ils peuvent participer à la conception du projet d’activités physiques et sportives de la collectivité ou de l’établissement, à l’animation d’une structure et à l’élaboration du bilan de ces activités. Ils peuvent être adjoints au responsable de service.

II – Les conditions d’inscription au concours

A- Les conditions générales d’accès à la fonction publique

Le grade d’E.T.A.P.S. est ouvert aux candidats remplissant les conditions suivantes :

1. Posséder la nationalité française, être ressortissant d’un État membre de la Communauté Européenne ou d’un État signataire de l’accord sur l’espace économique européen (Islande, Norvège et Liechtenstein). Aucune condition de nationalité n’est exigée pour être agent non titulaire),
2. Jouir de ses droits civiques,
3. Ne pas avoir un casier judiciaire (bulletin n°2) portant des mentions incompatibles avec l’exercice des fonctions (appréciation par la collectivité préalablement au recrutement),
4. Se trouver en position régulière au regard du code du service national,
5. Remplir les conditions d’aptitude physique exigées pour l’exercice de la fonction auprès d’un médecin agréé.

B- Les conditions d’inscription au concours

Les concours d'accès au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives comprennent un concours externe, un concours interne et un troisième concours.

Le recrutement en qualité d'E.T.A.P.S. intervient après inscription sur la liste d'aptitude. Sont inscrits sur cette liste d'aptitude les candidats déclarés admis à l'un des trois concours cités ci-dessus.

Toutefois à l'issue des épreuves, lorsque le nombre de candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'un de ces trois concours est inférieur au nombre de places offertes à ce concours, le jury peut modifier le nombre de places aux concours externe, interne et au troisième concours dans la limite de 25 % de la totalité des places offertes à ces concours ou sur une place au moins.

a) Concours Interne

Le concours interne est ouvert, pour 40 % au plus des postes à pourvoir, aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'Etat, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions, **comptant au moins quatre ans de services publics au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé.**

Les candidats doivent également justifier qu'ils sont en activité le jour de la clôture des inscriptions.

Les militaires et les magistrats peuvent s'inscrire au concours interne (article 36 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale).

b) Concours Externe

Le concours externe est ouvert, pour 40 % au moins des postes à pourvoir aux candidats titulaires **d'un titre ou diplôme professionnel, délivré au nom de l'Etat et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau IV, délivré dans le domaine des activités physiques et sportives mentionnées par le code du sport** ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

Sont toutefois dispensés des conditions de diplômes les candidats remplissant les **conditions dérogatoires** suivantes :

- les mères et les pères de famille d'au moins trois enfants, qu'ils élèvent ou ont élevés effectivement,
- les sportifs de haut niveau, inscrits sur la liste établie par le ministre des sports,
- peuvent également se présenter au concours les candidats qui justifient de qualifications au moins équivalentes attestées :
 - **par un diplôme ou un autre titre de formation** délivré en France, dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen. Le candidat est tenu de fournir, à l'appui de sa demande, le diplôme, titre ou attestation délivré par l'autorité compétente de l'Etat concerné. Ces documents sont présentés dans une traduction en français établie par un traducteur assermenté ;
 - **par tout autre diplôme ou titre** sanctionnant une formation ou par toute attestation prouvant que le candidat a accompli avec succès un cycle d'études au moins équivalent à celui sanctionné par le diplôme requis.

Les candidats concernés doivent présenter une demande d'équivalence de diplôme s'ils remplissent **l'une des conditions suivantes** :

1° être titulaire d'un diplôme, d'un titre de formation ou d'une attestation établie par une autorité compétente prouvant que le candidat a accompli avec succès un cycle de formation au moins de même niveau et durée que ceux sanctionnés par les diplômes ou titres requis ;

2° justifier d'une attestation d'inscription dans un cycle de formation dont la condition normale d'accès est d'être titulaire d'un diplôme ou d'un titre de formation au moins de même niveau que celui des diplômes ou titres requis ;

3° être titulaire d'un diplôme ou titre homologué, en application du décret du 9 janvier 1992 susvisé, ou d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au même niveau que le diplôme ou titre requis ;

4° être titulaire d'un diplôme ou titre de formation au moins équivalent, figurant sur une liste fixée, pour chaque niveau de diplôme, par arrêté conjoint du ministre intéressé, du ministre chargé de l'éducation et du ministre chargé de la fonction publique.

- **par leur expérience professionnelle** : toute personne qui justifie de l'exercice d'une activité professionnelle, salariée ou non, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins 3 ans à temps plein et relevant de la même catégorie socioprofessionnelle que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès, peut également faire acte de candidature à ce concours.

La durée totale d'expérience exigée est réduite à 2 ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis.

Les périodes de formation initiale ou continue, quel que soit le statut de la personne, ainsi que les stages et les périodes de formation en milieu professionnel accomplis pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre ne sont pas prises en compte pour le calcul de la durée d'expérience requise.

Les demandes d'équivalence de diplôme sont appréciées par la commission d'équivalence des diplômes du CNFPT.

La saisine de la commission ne vaut pas inscription au concours.

Pour participer effectivement au concours, le candidat ne devra pas oublier de s'inscrire auprès de l'autorité organisatrice du concours qu'il souhaite passer, en respectant les périodes de préinscription ou de retrait de dossier et en renvoyant son dossier complet avant la clôture des inscriptions.

La commission transmet la décision au candidat qui doit la joindre à son dossier d'inscription.

En cas de décision favorable à une demande d'équivalences de diplômes, celle-ci vaut pour tous les concours de la fonction publique territoriale, de la fonction publique d'État et hospitalière qui ont la même condition de diplôme, le candidat devant joindre copie de cette décision à son dossier d'inscription.

En cas de décision défavorable, le candidat ne peut déposer une nouvelle demande d'équivalence pour l'accès à un concours de la fonction publique territoriale pour lequel les mêmes diplômes sont requis dans un délai d'un an après notification de la décision défavorable.

c) Troisième concours

Le troisième concours est ouvert, pour 20 % au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, **au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle il est ouvert, de l'exercice pendant quatre ans au moins, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités accomplies en qualité de responsable, y compris de bénévole, d'une association.**

La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public (art.36 loi 84-53). Par dérogation, les activités syndicales des candidats bénéficiant d'une décharge d'activité de services ou mis à disposition d'une organisation syndicale sont prise en compte. Les périodes au cours

desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats auront été simultanés ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée pour se présenter aux concours.

d) Dispositions applicables aux candidats handicapés

Les candidats reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées peuvent bénéficier d'un aménagement spécial des épreuves prévues par la réglementation (adaptation de la durée, fractionnement des épreuves, aides humaines et techniques).

L'octroi d'aménagements d'épreuves est subordonné à la production d'une demande du candidat accompagnée :

- de la notification de la décision de la commission lui reconnaissant la qualité de travailleur handicapé et l'orientant en milieu ordinaire de travail ;
- d'un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé par le préfet du département de son lieu de résidence (si possible compétent en matière de handicap), confirmant la compatibilité de son handicap avec l'emploi auquel le concours ou l'examen professionnel donne accès et précisant l'aménagement nécessaire.

Rappel : Le décret n°96-1087 du 10 décembre 1996 prévoit que les travailleurs handicapés peuvent être recrutés directement sans concours. Ils sont engagés en qualité d'agent contractuel puis titularisés à la fin du contrat lorsque leur handicap a été jugé compatible avec l'emploi postulé.

III - L'organisation du concours

A- Composition du jury

Le jury est nommé par arrêté de l'autorité territoriale de la collectivité ou de l'établissement qui organise le concours.

Le jury comprend au moins 6 membres répartis en 3 collèges égaux :

- Un fonctionnaire territorial de catégorie A ou B et un fonctionnaire représentant de la catégorie correspondant au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (c-à-d un fonctionnaire de Catégorie B) désigné par tirage au sort parmi les représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente,
- Deux personnalités qualifiées,
- Deux élus locaux.

Le jury comprend au moins un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale, désigné au titre de l'un des trois collèges mentionnés ci-dessus.

Pour chacun des concours, le jury détermine le nombre total des points nécessaires pour être admissible et, sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter à l'épreuve d'admission.

A l'issue des épreuves d'admission, le jury arrête, dans la limite des places mises au concours, la liste d'admission. Cette liste est distincte pour chacun des concours.

Le jury est souverain. Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. **Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves obligatoires d'admissibilité ou d'admission entraîne l'élimination du candidat.**

Un candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.

Tout candidat qui ne participe pas à l'une des épreuves obligatoires est éliminé.

L'autorité organisatrice du concours établit la liste d'aptitude par ordre alphabétique au vu de la liste d'admission.

B- La nature des épreuves

Les concours externe, interne et le troisième concours de recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives comportent une épreuve d'admissibilité et deux épreuves d'admission. Vous trouverez en Annexe le programme des épreuves.

a) Le concours externe

L'épreuve d'admissibilité :

L'épreuve d'admissibilité consiste à **répondre à un ensemble de questions, dont le nombre est compris entre trois et cinq**, à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales, les règles d'hygiène et de sécurité, notamment en milieu aquatique, et les sciences biologiques et les sciences humaines, et permettant d'apprécier les capacités du candidat à analyser et à présenter des informations de manière organisée (durée : 3 heures ; coefficient 2).

Les deux épreuves d'admission comportent :

1° Une épreuve physique comprenant **un parcours de natation et une épreuve de course** (coefficient 1).

A noter : les candidats blessés au moment des épreuves physiques et les candidates enceintes sont dispensés, à leur demande, de ces épreuves. Ils doivent être en possession d'un certificat médical établissant leur état. Les candidats bénéficiant de cette dispense se voient attribuer une note égale à la moyenne des notes obtenues par l'ensemble des candidats au concours auquel ils participent ;

2° La conduite d'une séance d'activités physiques et sportives (préparation : trente minutes ; durée de la séance : trente minutes ; coefficient 2), suivie d'un entretien avec le jury (durée : 30 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1).

Le candidat choisit, lors de son inscription au concours, l'une des cinq options suivantes :

- pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé ;
- pratiques duelles ;
- jeux et sports collectifs ;
- activités de pleine nature ;
- activités aquatiques.

Dans l'option retenue, le candidat choisit, par tirage au sort au moment de l'épreuve, le sujet de la séance qu'il est chargé de conduire.

Cette séance est suivie d'un entretien avec le jury débutant par une analyse, par le candidat, du déroulement de la séance qu'il vient de diriger, se poursuivant par un exposé du candidat sur sa formation et son projet professionnel devant permettre au jury d'apprécier sa capacité à s'intégrer dans l'environnement professionnel au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois.

b) Le concours interne

L'épreuve d'admissibilité :

L'épreuve d'admissibilité consiste en **la rédaction d'une note** à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales permettant d'apprécier les capacités du candidat à analyser une situation en relation avec les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois (durée : 3 heures ; coefficient 2).

Les deux épreuves d'admission comportent :

1° Une épreuve physique comprenant **un parcours de natation et une épreuve de course** (coefficient 1).

A noter : les candidats blessés au moment des épreuves physiques et les candidates enceintes sont dispensés, à leur demande, de ces épreuves. Ils doivent être en possession d'un certificat médical établissant leur état. Les candidats bénéficiant de cette dispense se voient attribuer une note égale à la moyenne des notes obtenues par l'ensemble des candidats au concours auquel ils participent ;

2° La conduite d'une séance d'activités physiques et sportives (préparation : trente minutes ; durée de la séance : trente minutes ; coefficient 3), suivie d'un entretien avec le jury (durée : 30 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1).

Le candidat choisit, lors de son inscription au concours, l'une des cinq options suivantes :

- pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé ;
- pratiques duelles ;
- jeux et sports collectifs ;
- activités de pleine nature ;
- activités aquatiques.

Dans l'option retenue, le candidat choisit, par tirage au sort au moment de l'épreuve, le sujet de la séance qu'il est chargé de conduire.

Cette séance est suivie d'un entretien avec le jury débutant par une analyse, par le candidat, du déroulement de la séance qu'il vient de diriger, se poursuivant par un exposé du candidat sur les acquis de son expérience professionnelle devant permettre au jury d'apprécier sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois.

c) Le troisième concours

L'épreuve d'admissibilité :

L'épreuve d'admissibilité consiste en **la rédaction d'une note** à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales permettant d'apprécier la capacité du candidat à analyser une situation en relation avec les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois (durée : 3 heures ; coefficient 2).

Les deux épreuves d'admission comportent :

1° Une épreuve physique comprenant **un parcours de natation et une épreuve de course** (coefficient 1).

A noter : les candidats blessés au moment des épreuves physiques et les candidates enceintes sont dispensés, à leur demande, de ces épreuves. Ils doivent être en possession d'un certificat médical établissant leur état. Les candidats bénéficiant de cette dispense se voient attribuer une note égale à la moyenne des notes obtenues par l'ensemble des candidats au concours auquel ils participent ;

2° La conduite d'une séance d'activités physiques et sportives (préparation : trente minutes ; durée de la séance : trente minutes ; coefficient 3), suivie d'un entretien avec le jury (durée : 30 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1).

Le candidat choisit, lors de son inscription au concours, l'une des cinq options suivantes :

- pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé ;
- pratiques duelles ;
- jeux et sports collectifs ;
- activités de pleine nature ;
- activités aquatiques.

Dans l'option retenue, le candidat choisit, par tirage au sort au moment de l'épreuve, le sujet de la séance qu'il est chargé de conduire.

Cette séance est suivie d'un entretien avec le jury débutant par une analyse, par le candidat, du déroulement de la séance qu'il vient de diriger, se poursuivant par un exposé du candidat sur les acquis de son expérience professionnelle devant permettre au jury d'apprécier sa capacité à s'intégrer dans l'environnement professionnel au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois.

IV – Recrutement après concours

A- L'inscription sur liste d'aptitude

A l'issue du concours, les lauréats figurent sur une liste d'aptitude établie par ordre alphabétique, ayant une valeur nationale. L'inscription sur cette liste permet de postuler auprès des collectivités territoriales : communes, départements, régions et leurs établissements publics (à l'exception de la ville de Paris qui a un statut particulier).

L'inscription de la liste d'aptitude est valable 2 ans pouvant être prolongée 2 fois pour une durée d'un an à partir de son établissement, sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté fasse connaître par demande écrite au Centre de Gestion son intention d'être maintenu sur la liste d'aptitude un mois avant le terme de chaque année suivant son inscription initiale dans la limite précitée.

Le décompte de cette période de quatre ans est suspendu pendant la durée des congés parentaux, de maternité, d'adoption, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat. Il est également suspendu lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la loi 84-53 alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe. Pour bénéficier de cette disposition, le lauréat doit **adresser une demande au centre de gestion accompagnée des justificatifs.**

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Il appartient au lauréat du concours de chercher un poste vacant.

B- Nomination et formation

Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude établie après le concours et recrutés par une collectivité **sont nommés stagiaires par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination pour une durée de un an.**

Au cours de leur stage, ils sont **astreints à suivre une formation d'intégration**, dans les conditions prévues par le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux, pour une durée totale de cinq jours.

Cette période de stage **peut être, à titre exceptionnel, prolongée d'une durée maximale d'un an** par l'autorité territoriale et après avis de la commission administrative paritaire.

Les agents qui, antérieurement à leur nomination, avaient la qualité de fonctionnaire sont dispensés de stage à condition qu'ils aient accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

La titularisation des stagiaires intervient à la fin du stage par décision de l'autorité territoriale au vu notamment de l'attestation de suivi de la formation d'intégration établie par le Centre national de la fonction publique territoriale. Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié, s'il n'avait pas préalablement la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son grade d'origine. Le refus de titularisation du stagiaire est soumis à l'avis de la commission administrative paritaire.

C- L'avancement

Peuvent être promus au grade d'**éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe**:

- 1° Par la voie d'un **examen professionnel**, les fonctionnaires ayant au moins atteint le 4^{ème} échelon du grade d'éducateur territorial des activités physiques et sportives et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau ;
- 2° Par la voie du **choix**, après inscription sur un tableau d'avancement établi après avis de la commission administrative paritaire, les fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 6^{ème} échelon du grade d'éducateur territorial des activités physiques et sportives et d'au moins cinq années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

D- Le traitement

Les fonctionnaires territoriaux perçoivent un traitement mensuel basé sur des échelles indiciaires.

Echelons	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Indices bruts	366	373	379	389	406	429	449	475	498	512	529	559	591
Indices majorés	339	344	349	356	366	379	394	413	429	440	453	474	498
Durée de la carrière	2 a	2 a	2 a	2 a	2 a	2 a	2 a	3 a	3 a	3 a	3 a	4 a	

Traitement mensuel brut au 1^{er} janvier 2017 Point d'indice de 4,6860 € Indice Majoré 339 : 1 588,55 €

ANNEXES

I. Le programme des épreuves

Le programme de **l'épreuve d'admissibilité** des concours externe, interne et du 3ème concours est fixé comme suit :

- L'organisation et la promotion des activités physiques et sportives en France ;
- Le sport en relation avec l'éducation, la cité, l'argent et les médias ;
- Le cadre législatif et réglementaire des activités physiques et sportives en France ;
- L'organisation des activités physiques et sportives (l'éducation physique et sportive ; les associations et sociétés sportives ; les fédérations sportives ; le rôle des collectivités territoriales ; le sport de haut niveau ; la surveillance médicale et les assurances ; les équipements sportifs ; la sécurité des équipements et des manifestations sportives) ;
- Les formations et les professions ;
- Les structures juridiques, leur financement et leurs moyens en personnel ;
- Le service des activités physiques et sportives ; l'Etat, les collectivités territoriales, les personnes privées et autres structures concourant au développement et à la promotion de ces activités ;
- L'animation sportive dans une collectivité territoriale porte notamment dans les domaines de l'organisation sportive auprès des différents publics (scolaires, clubs, publics inorganisés) ; l'organisation des manifestations sportives ; les écoles municipales des sports ; les activités périscolaires ; les activités organisées à l'occasion des vacances.
- Les règles d'hygiène et de sécurité dans les équipements sportifs, notamment dans les piscines et les plans d'eau destinés à la baignade : sécurité des usagers et sécurité des spectateurs ; réglementation particulière concernant l'organisation et l'encadrement des activités physiques et sportives.

Pour les sciences biologiques :

- L'acte moteur du point de vue de l'anatomie fonctionnelle : la charpente humaine, les principales chaînes musculaires, le jeu articulaire ; les précautions à prendre dans la pratique des activités physiques (problèmes liés à la croissance ; problèmes liés à des sollicitations inadaptées de certaines régions corporelles (colonne vertébrale, épaule, genou)) ;
- L'acte moteur du point de vue physiologique : le muscle (propriétés mécaniques et fonctionnement énergétique) ; les grandes fonctions (les principales réactions immédiates à l'exercice ; les principales adaptations à long terme) ; le système nerveux de la vie de la relation (son rôle dans l'organisme ; son organisation générale) ; la relation entre maturation et exercice dans la construction de l'habileté motrice.

Pour les sciences humaines :

- L'évolution de la motricité : apprentissage et développement ;
- L'éducateur en relation avec des personnes de différents âges, de sexe féminin ou masculin ;
- Le contexte sociologique de la pratique et de l'encadrement des activités physiques et sportives ;
- Le fonctionnement du groupe.

La première épreuve d'admission :

Les modalités des épreuves physiques sont **communes** aux concours externe, interne et troisième concours :

- Pour les hommes :

- 1 000 mètres : course en ligne ;
 - Natation : 50 mètres en nage libre. Tout parcours terminé, même en dehors des limites de temps indiquées par la table de cotation, sera coté 10 points.
- Pour les femmes :
 - 600 mètres : course en ligne ;
 - Natation : 50 mètres en nage libre. Tout parcours terminé, même en dehors des limites de temps indiquées par la table de cotation, sera coté 10 points.

Les conditions de déroulement des exercices physiques sont définies par les règlements en vigueur dans les fédérations françaises d'athlétisme et de natation.

La notation des épreuves est assurée par un groupe d'examineurs spécialisés nommés à titre d'experts sous l'autorité du président du jury.

Si, par suite des conditions atmosphériques, les installations sportives sont impraticables, certains des exercices ci-dessus indiqués peuvent être reportés à une date ultérieure par décision du président.

La somme des points de cotation obtenus dans les deux exercices est majorée d'un point par année d'âge au-dessus de vingt-huit ans chez les femmes et de trente ans chez les hommes, dans la limite de 10 points, l'âge des candidat(e)s étant apprécié au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Les barèmes de notation des épreuves, distincts pour les hommes et les femmes, figurent dans les annexes de l'arrêté du 14 septembre 2005 fixant le programme des épreuves des concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives, articles cotation des épreuves (voir ci-après : II. Barème de notation).

La deuxième épreuve d'admission est commune aux concours externe, interne et troisième concours.

Cette épreuve doit permettre au jury d'apprécier les capacités du candidat à :

- Déterminer les objectifs de la séance qu'il est chargé de conduire, en tenant compte du fait que cette séance s'inscrit dans un cycle d'activités ;
- Organiser et gérer le groupe qu'il dirige ;
- Communiquer avec ce groupe et avec des pratiquants sportifs.

Le programme de chacune des options prévues est le suivant :

- Pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé :
 - Activités de gymnastique : gymnastique artistique, gymnastique rythmique, gymnastique acrobatique.
 - Activités athlétiques : course, saut, lancer.
 - Activités au service de l'hygiène et de la santé : relaxation, gymnastique douce.
- Pratiques duelles :
 - Activités de raquettes : tennis, badminton, tennis de table.
 - Activités d'opposition : judo, boxe, escrime, lutte, karaté.
- Jeux et sports collectifs :
 - Football, basket-ball, handball, rugby, volley, hockey, base-ball, football américain.
- Activités de pleine nature :
 - Activités nautiques : voile, canoë-kayak.
 - Activités terrestres : parcours et course d'orientation, vélo tout-terrain, tir à l'arc.
 - Activités de montagne : ski, escalade.
- Activités aquatiques :
 - Natation sportive, water-polo, plongeon.

II. Barème de notation

Si la cotation se situe entre deux valeurs de la notation, on retiendra la valeur inférieure (quart de point inférieur).

Cotation des épreuves hommes

Athlétisme

Points	1 000 m						
40	2'45''9	36.3	2'59''1	32.6	3'13''5	24.5	3'49''7
39.9	2'46''2	36.2	2'59''5	32.5	3'14''	24	3'52''1
39.8	2'46''5	36.1	2'59''9	32.4	3'14''4	23.5	3'54''6
39.7	2'46''9	36	3'00''2	32.3	3'14''8	23	3'57''1
39.6	2'47''2	35.9	3'00''6	32.2	3'15''2	22.5	3'59''7
39.5	2'47''6	35.8	3'01''	32.1	3'15''6	22	4'02''3
39.4	2'47''9	35.7	3'01''3	32	3'16''	21.5	4'04''9
39.3	2'48''3	35.6	3'01''7	31.9	3'16''4	21	4'07''5
39.2	2'48''6	35.5	3'02''1	31.8	3'16''8	20.5	4'10''1
39.1	2'49''	35.4	3'02''5	31.7	3'17''2	20	4'12''9
39	2'49''3	35.3	3'02''8	31.6	3'17''7	19.5	4'15''6
38.9	2'49''7	35.2	3'03''2	31.5	3'18''1	19	4'18''4
38.8	2'50''	35.1	3'03''6	31.4	3'18''5	18.5	4'21''2
38.7	2'50''4	35	3'04''	31.3	3'18''9	18	4'23''9
38.6	2'50''8	34.9	3'04''4	31.2	3'19''3	17.5	4'26''8
38.5	2'51''1	34.8	3'04''8	31.1	3'19''7	17	4'29''7
38.4	2'51''5	34.7	3'05''1	31	3'20''1	16.5	4'32''6
38.3	2'51''8	34.6	3'05''5	30.9	3'20''6	16	4'35''6
38.2	2'52''2	34.5	3'05''9	30.8	3'21''	15.5	4'38''6
38.1	2'52''5	34.4	3'06''3	30.7	3'21''4	15	4'41''6
38	2'52''9	34.3	3'06''7	30.6	3'21''8	14	4'47''8
37.9	2'53''3	34.2	3'07''1	30.5	3'22''3	13	4'54''1
37.8	2'53''7	34.1	3'07''5	30.4	3'22''7	12	5'00''6
37.7	2'54''	34	3'07''9	30.3	3'23''1	11	5'07''1
37.6	2'54''4	33.9	3'08''3	30.2	3'23''6	10	5'13''9
37.5	2'54''8	33.8	3'08''7	30.1	3'24''	9	5'20''8
37.4	2'55''1	33.7	3'09''1	30	3'24''4	8	5'27''9
37.3	2'55''5	33.6	3'09''5	29.5	3'26''6	7	5'35''2
37.2	2'55''8	33.5	3'09''9	29	3'28''8	6	5'42''6
37.1	2'56''2	33.4	3'10''3	28.5	3'31''	5	5'50''1
37	2'56''6	33.3	3'10''7	28	3'33''2	4	5'58''
36.9	2'56''9	33.2	3'11''1	27.5	3'35''5	3	6'06''
36.8	2'57''3	33.1	3'11''5	27	3'37''8	2	6'14''2
36.7	2'57''7	33	3'11''9	26.5	3'40''2	1	6'22''6
36.6	2'58''	32.9	3'12''3	26	3'42''6		
36.5	2'58''4	32.8	3'12''7	25.5	3'44''9		
36.4	2'58''8	32.7	3'13''1	25	3'47''3		

Natation

Points	50 m. Nage libre	Points	50 m. Nage libre	Points	50 m. Nage libre
40	31''1	29.5	42''6	19	58''3
39.5	31''6	29	43''2	18.5	59''2
39	32''	28.5	43''9	18	1'00''1
38.5	32''5	28	44''5	17.5	1'01''
38	33''	27.5	45''2	17	1'01''9

Points	50 m. Nage libre	Points	50 m. Nage libre	Points	50 m. Nage libre
37.5	33''5	27	45''9	16.5	1'02''8
37	34''	26.5	46''6	16	1'03''8
36.5	34''5	26	47''3	15.5	1'04''7
36	35''1	25.5	48''	15	1'05''7
35.5	35''6	25	48''7	14.5	1'06''7
35	36''1	24.5	49''5	14	1'07''7
34.5	36''7	24	50''2	13.5	1'08''7
34	37''2	23.5	51''	13	1'09''8
33.5	37''8	23	51''7	12.5	1'10''8
33	38''3	22.5	52''5	12	1'11''9
32.5	38''9	22	53''3	11.5	1'13''
32	39''5	21.5	54''1	11	1'14''1
31.5	40''1	21	54''9	10.5	1'15''2
31	40''7	20.5	55''7	10	Parcours terminé
30.5	41''3	20	56''6		
30	41''9	19.5	57''4		

Barème de notation Hommes

Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices
20	80	13,25	66,5	6,50	53
19,75	79,5	13	66	6,25	52,5
19,50	79	12,75	65,5	6	52
19,25	78,5	12,50	65	5,75	51,5
19	78	12,25	64,5	5,50	51
18,75	77,5	12	64	5,25	50,5
18,50	77	11,75	63,5	5	50
18,25	76,5	11,50	63	4,75	49,5
18	76	11,25	62,5	4,50	49
17,75	75,5	11	62	4,25	48,5
17,50	75	10,75	61,5	4	48
17,25	74,5	10,50	61	3,75	47,5
17	74	10,25	60,5	3,50	47
16,75	73,5	10	60	3,25	46,5
16,50	73	9,75	59,5	3	46
16,25	72,5	9,50	59	2,75	45,5
16	72	9,25	58,5	2,50	45
15,75	71,5	9	58	2,25	44,5
15,50	71	8,75	57,5	2	44
15,25	70,5	8,50	57	1,75	43,5
15	70	8,25	56,5	1,50	43
14,75	69,5	8	56	1,25	42,5
14,50	69	7,75	55,5	1	42
14,25	68,5	7,50	55	0,75	41,5
14	68	7,25	54,5	0,50	41
13,75	67,5	7	54		
13,50	67	6,75	53,5		

Cotation des épreuves Femmes

Athlétisme

Points	600 M	Points	600 M	Points	600 M
30	1'51''5	22,5	2'09''7	15	2'31''2
29,5	1'52''6	22	2'11''	14	2'34''3
29	1'53''7	21,5	2'12''4	13	2'37''5
28,5	1'54''8	21	2'13''8	12	2'40''8
28	1'56''	20,5	2'15''1	11	2'44''1
27,5	1'57''1	20	2'16''4	10	2'47''6
27	1'58''3	19,5	2'17''8	9	2'51''1
26,5	1'59''6	19	2'19''2	8	2'54''8
26	2'00''8	18,5	2'20''7	7	2'58''4
25,5	2'02''	18	2'22''1	6	3'02''1
25	2'03''3	17,5	2'23''6	5	3'05''9
24,5	2'04''5	17	2'25''1	4	3'09''9
24	2'05''8	16,5	2'26''6	3	3'14''
23,5	2'07''1	16	2'28''1	2	3'18''1
23	2'08''4	15,5	2'29''6	1	3'22''3

Natation

Points	50 M Nage libre	Points	50 M Nage libre	Points	50 M Nage libre
30	41''9	23	51''7	16	1'03''8
29,5	42''6	22,5	52''5	15,5	1'04''7
29	43''2	22	53''3	15	1'05''7
28,5	43''9	21,5	54''1	14,5	1'06''7
28	44''5	21	54''9	14	1'07''7
27,5	45''2	20,5	55''7	13,5	1'08''7
27	45''9	20	56''6	13	1'09''8
26,5	46''6	19,5	57''4	12,5	1'10''8
26	47''3	19	58''3	12	1'11''9
25,5	48''	18,5	59''2	11,5	1'13''1
25	48''7	18	1'00''1	11	1'14''1
24,5	49''5	17,5	1'01''	10,5	1'15''2
24	50''2	17	1'01''9	10	Parcours terminé
23,5	51''	16,5	1'02''8		

Barème de notation Femmes

Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices
20	60	13,50	47	7	34
19,75	59,5	13,25	46,5	6,75	33,5
19,50	59	13	46	6,50	33
19,25	58,5	12,75	45,5	6,25	32,5
19	58	12,50	45	6	32
18,75	57,5	12,25	44,5	5,75	31,5
18,50	57	12	44	5,50	31
18,25	56,5	11,75	43,5	5,25	30,5
18	56	11,50	43	5	30
17,75	55,5	11,25	42,5	4,75	29,5
17,50	55	11	42	4,50	29
17,25	54,5	10,75	41,5	4,25	28,5
17	54	10,50	41	4	28
16,75	53,5	10,25	40,5	3,75	27,5
16,50	53	10	40	3,50	27

Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices	Note	Somme des points obtenus dans les deux exercices
16,25	52,5	9,75	39,5	3,25	26,5
16	52	9,50	39	3	26
15,75	51,5	9,25	38,5	2,75	25,5
15,50	51	9	38	2,50	25
15,25	50,5	8,75	37,5	2,25	24,5
15	50	8,50	37	2	24
14,75	49,5	8,25	36,5	1,75	23,5
14,50	49	8	36	1,50	23
14,25	48,5	7,75	35,5	1,25	22,5
14	48	7,50	35	1	22
13,75	47,5	7,25	34,5	0,75	21,6
				0,50	21

Règlement général

des concours et examens professionnels

I - INSCRIPTIONS :

A) Modalités d'inscription

L'autorité organisatrice fixe, lors de l'ouverture du concours ou de l'examen professionnel, la période de retrait des dossiers, ainsi que la date de clôture des inscriptions.

Les demandes de dossiers adressées au centre de gestion après la période de retrait des dossiers ne sont pas prises en compte.

Aucune demande de dossier par téléphone n'est prise en compte.

Durant la période de retrait des dossiers, les candidats ont également la possibilité de se préinscrire en ligne via le site internet du centre de gestion organisateur. La préinscription n'est considérée comme inscription qu'à réception, par le centre de gestion, dans les délais prévus par l'arrêté d'ouverture du concours ou de l'examen professionnel (cachet de la poste faisant foi), du dossier papier imprimé lors de la préinscription en ligne, accompagné des pièces justificatives demandées. Les captures d'écran ou leur impression ne sont pas acceptées. Par ailleurs, tout dossier qui n'est que la photocopie ou la recopie d'un autre dossier est rejeté.

Les dossiers d'inscription imprimés par le centre de gestion ou par les candidats lors de la préinscription doivent être adressés dûment renseignés et signés accompagnés des pièces justificatives demandées, au plus tard le jour de la clôture d'inscription, le cachet de la poste faisant foi, ou déposés à cette même date avant l'heure de fermeture du centre de gestion.

L'inscription au concours constitue une décision individuelle. En conséquence, il appartient au candidat de transmettre personnellement son dossier original dans le délai imparti en s'assurant qu'il est suffisamment affranchi. Tout incident dans la transmission du dossier, quelle qu'en soit la cause (retard, perte, ...), engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus systématique d'admission à concourir. Si le dossier n'est pas envoyé dans ces délais, la préinscription sera alors annulée. Aucun dossier de candidature transmis par télécopie ou messagerie électronique ne sera accepté. Seront acceptés uniquement les dossiers originaux (signature manuscrite originale). Seules les réclamations relatives aux dossiers expédiés par courrier recommandé avec demande d'avis de réception sont examinées. Aucun remboursement de la participation aux frais postaux, de traitement administratif et de reprographie versés par les candidats n'est effectué, quel que soit le motif de non participation du candidat au concours ou à l'examen professionnel. Aucune modification du dossier d'inscription ne sera acceptée après la clôture des inscriptions, excepté celles relatives aux coordonnées personnelles.

Concernant les candidats reconnus travailleurs handicapés, l'octroi d'aménagement d'épreuves (conditions particulières d'installation, de temps et d'assistance), est subordonnée à la production d'un certificat médical rédigé par un médecin agréé par le préfet de département du lieu de résidence, précisant la nature des aménagements que nécessite le handicap constaté, ce conformément à l'avis relatif à l'accès aux emplois de la fonction publique de l'Etat pour les personnes handicapées paru au journal officiel du 27 août 1989. Le coût de la visite médicale est pris en charge par le centre de gestion organisateur.

B) Transmission des documents administratifs par le CDG 27 en lien avec le concours/examen pour les candidats

- Pour les candidats ayant effectué une télé-inscription :

L'envoi de tous documents relatifs au concours se fera désormais par voie dématérialisée.

Ainsi les convocations aux épreuves d'admissibilité et d'admission, les courriers de résultats aux épreuves écrites (épreuves d'admissibilité), les courriers de résultats d'admission, les attestations de présence, etc. ne seront plus expédiés par courrier, mais seront exclusivement disponibles sur l'accès sécurisé du candidat

(« Espace candidat »). Celui-ci est accessible sur le site internet du CDG 27 (www.cdg27.fr) rubrique « concours » « espace candidats et lauréats » ou en cliquant sur « Espace sécurisé candidats » de la page d'accueil du site www.cdg27.fr

Lors de leur préinscription en ligne sur le site internet du Centre de Gestion de l'Eure, les candidats obtiennent un code d'accès confidentiel sous la forme d'un numéro, après avoir auparavant créé un mot de passe personnel. Par ailleurs, en cas d'oubli de ce dernier, les candidats peuvent le réinitialiser en se rendant sur le lien ci-dessus ou à l'adresse suivante :

<https://www.agirhe-concours.fr/index.aspx?aff=log&dpt=27> .

Un courriel de notification de dépôt de chacun des documents précités sera transmis à chaque candidat sur l'adresse mail personnelle que ce dernier aura indiqué sur son dossier d'inscription. En ce qui concerne les résultats d'admissibilité et d'admission, le courriel afférent précisera : « Le Président certifie sous sa responsabilité les résultats ci-dessus et, qu'en cas de contestation, cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Cette dernière est soit la date de réception des courriels précités, soit leur date d'envoi (référence : article 1. IV alinéa 5 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique). A défaut de transmission électronique pour quelque raison que ce soit, ladite transmission s'effectuera par voie postale.

- Pour les candidats ayant effectué une inscription avec un dossier papier :

Les candidats recevront les documents relatifs au concours ou à l'examen par courrier postal à leur domicile.

C) Demande de modification

Les demandes de modifications relatives au type du concours (externe ou interne ou troisième concours) et/ou le cas échéant à la spécialité et/ou à l'option ne sont possibles que jusqu'à la date limite de dépôt des dossiers d'inscription. De ce fait, aucune modification ne sera possible passé ce délai, sauf celles relatives aux coordonnées personnelles.

II - LES REGLES RELATIVES AU DEROULEMENT DES EPREUVES ECRITES DU CONCOURS OU DE L'EXAMEN :

A) Accès aux salles de concours ou d'examen.

L'accès aux salles d'examen ou de concours est exclusivement réservé aux candidats, membres du jury du concours ou de l'examen et au personnel de surveillance désigné par l'autorité organisatrice.

Les candidats sont convoqués une demi-heure avant le début de la première épreuve écrite, afin de pouvoir s'installer en toute tranquillité à leur place.

Les candidats arrivant après la distribution et le retourné des sujets ne sont plus acceptés dans la salle et ne sont pas admis à composer. Cette exclusion est prononcée par le membre du jury présent dans la salle ou par le responsable de salle, quelque soit le motif de retard invoqué.

B) Vérification de l'identité des candidats et des conditions à concourir.

Les candidats doivent obligatoirement être en possession de leur convocation et d'une pièce d'identité avec photographie récente (CNI, passeport, permis de conduire, titre de séjour...). Les candidats qui ne seraient pas en possession de ces pièces doivent se signaler dès leur arrivée dans la salle auprès du responsable de celle-ci, qui mettra alors en œuvre des mesures spécifiques de contrôle de son identité.

Les candidats qui ne seraient munis ni de leur convocation, ni de leur pièce d'identité, ne seront pas admis dans la salle et ne seront donc pas autorisés à composer.

Au début de chaque épreuve, et avant toute éventuelle autorisation de sortie, les surveillants vérifient l'identité de chaque candidat au moyen de sa convocation et de sa pièce d'identité ou par tout autre moyen spécifique.



Les candidats admis à concourir de manière conditionnelle doivent produire au responsable de salle, avant le début de l'épreuve, la ou les pièces manquantes et dont la nature leur a été, au préalable, précisée par l'autorité organisatrice. A défaut de production de la ou des pièces réclamées avant la distribution des sujets, ils ne seront pas admis à composer et seront exclus de la salle.

C) Tenue et comportement.

Les candidats doivent faire preuve d'un comportement posé et sérieux et ne pas perturber le bon déroulement de l'épreuve.

Le jury ou le responsable de salle qui assure la police du concours ou de l'examen, peut décider de l'exclusion en début ou en cours d'épreuve, de tout candidat dont la tenue ou le comportement sera jugé de nature à perturber le bon déroulement de l'épreuve ou à compromettre l'égalité de traitement des candidats.

D) Déroulement de l'épreuve.

Les candidats ne peuvent prendre connaissance du sujet qu'après y avoir été autorisés par le responsable de salle.

Un candidat absent à l'une des épreuves obligatoire est automatiquement non admis au concours. Il ne sera pas convoqué pour les épreuves suivantes.

Tout candidat souhaitant quitter sa place pendant la composition devra en faire la demande auprès d'un surveillant.

Les candidats composent sur les copies fournies par le centre de gestion et éventuellement sur des supports spéciaux également fournis par le centre. La distribution de copies, supports et feuilles de brouillon supplémentaires est assurées par les surveillants dès que le candidat en fait la demande en levant la main.

Les candidats ne doivent avoir sur leur table que les supports papiers distribués par le centre de gestion, le matériel dont la liste leur est communiquée sur leur convocation, ainsi que la dite convocation et leur pièce d'identité.

Concernant le matériel bureautique, lorsque l'utilisation de calculatrice est expressément autorisée par l'autorité organisatrice (précisé sur la convocation), seules les calculatrices programmables, alphanumériques ou à écran graphique sont autorisées, sous réserve que leur fonctionnement soit autonome et qu'il ne soit pas fait usage d'imprimantes. Par ailleurs, les échanges de calculatrices entre candidats sont strictement interdits, de même que la consultation des notices d'utilisation de celle-ci. L'échange d'informations par l'intermédiaire des fonctions de transmission des calculatrices est interdit.

Les candidats disposant d'un téléphone portable ou d'un messenger de poche doivent les éteindre et les ranger.

L'introduction et l'utilisation par les candidats dans la salle d'appareils photographiques, informatiques ou audiovisuels de toute nature sont interdites.

Conformément au décret n° 92-478 du 29 mai 1992, il est interdit de fumer dans les lieux publics. Toute personne sera donc invitée à fumer à l'extérieur des locaux et en dehors des heures de composition.

Tout candidat surpris en train de fouiller dans ses affaires personnelles pendant la composition devra justifier de son acte auprès des surveillants. Si des documents intéressant le concours sont découverts, le surveillant en informera le membre du jury présent ou le responsable de salle, qui prendra une décision. Le candidat est informé qu'une mesure d'exclusion du concours peut être prononcée à son encontre. Il sera également informé que des poursuites sont susceptibles d'être engagées contre lui.

Il est strictement interdit aux candidats de communiquer entre eux sous quelque forme que ce soit, et d'échanger ou d'utiliser des documents non autorisés pendant l'épreuve.



A la fin de l'épreuve, et au signal donné par le responsable de salle, les candidats doivent impérativement cesser d'écrire et poser leur stylo. Sera considéré comme fraude toute tentative de dépassement du temps imparti pour concourir.

E) Répression des fraudes ou tentatives de fraudes.

Tout manquement d'un candidat aux présentes consignes générales peut être considéré par le jury comme une fraude ou une tentative de fraude.

Tout candidat soupçonné de fraude ou surpris en flagrant délit de fraude est invité à contresigner un rapport succinct relatant les faits constatés par le membre du jury présent, le responsable de salle ou le surveillant. Le jury peut, le cas échéant, décider de son exclusion immédiate de la salle. Le contrevenant est également informé que des poursuites pourront aussi être engagées contre lui.

Le candidat peut aussi être autorisé à poursuivre sa composition, il est alors averti que lors de sa réunion, le jury est susceptible d'annuler sa copie et que des poursuites pourront être engagées contre lui.

Toute fraude ou tentative de fraude de la part d'un candidat est passible de la répression prévue par la loi du 23 décembre 1901 modifiée qui stipule notamment : Art. 1 « toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme d'état, constitue un délit », Art. 2 « quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve ou bien en faisant usage de fausses pièces, telles que diplômes, certificats, extrait d'acte de naissance, ou autres, où bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement d'un mois à trois ans et à une amende de 15,24 € à 1524,49 € ou à l'une de ces peines seulement ».

Le cas échéant, l'autorité organisatrice se réserve également le droit de signaler l'incident à l'employeur du candidat, en vue d'éventuelles poursuites disciplinaires.

F) Respect de l'anonymat, anonymisation des copies d'examen et signes distinctifs.

- Anonymat :

Les candidats doivent remplir chacune de leurs copies en indiquant dans le cadre situé en haut leur nom, prénom, numéro de convocation et en signant.

- Méthode d'anonymisation dématérialisée des copies :

Chaque candidat devra compléter le timbre en haut de chaque copie utilisée pour sa composition. Une copie sans timbre complété ne sera pas corrigée.

Dès la fin de l'épreuve, les compositions seront acheminées au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure, afin que ces dernières soient numérisées par un scanner dédié. Chacune d'elles sera automatiquement identifiée et rendue anonyme. Elles seront ensuite adressées aux correcteurs. Chaque composition fera l'objet d'une double correction.

- Signes distinctifs :

En dehors de ces renseignements, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun nom, prénom, signature paraphe ou nom de collectivité, même fictif et aucune initiale, numéro ou autre indication étrangère au traitement du sujet.

Les candidats doivent composer au stylo bille, plume ou feutre de couleur bleue ou noire uniquement. L'utilisation de toute autre couleur sera considérée comme un signe distinctif par le jury, et la note de 0/20 pourra être attribuée à la copie. Il en sera de même en cas d'utilisation d'un crayon surligneur.

Le jury veille scrupuleusement au respect de l'ensemble de ces règles de l'anonymat. En cas de signe distinctif, il attribuera la note de 0/20 à la copie.

G) Sortie des candidats.



La sortie anticipée des candidats est autorisée au bout d'un temps déterminé en fonction du type de concours ou de la durée d'épreuve. Cette indication est donnée aux candidats par le responsable de salle avant le début de l'épreuve et est communiquée sur la convocation.

Toute sortie de la salle de l'examen est définitive une fois que le candidat a rendu sa copie et signé la feuille d'émargement.

Durant les épreuves, les candidats peuvent se rendre aux toilettes, ils sont alors obligatoirement accompagnés d'un surveillant disponible.

H) Ramassage des copies.

Tout candidat a l'obligation de rendre une copie, même blanche. Dans cette dernière hypothèse, il indiquera sur la première page de sa copie la mention « copie blanche » et apposera sa signature sur celle-ci.

Les brouillons ne font l'objet d'aucune correction et ne sont en conséquence pas ramassés.

L'émargement en fin d'épreuve est obligatoire et atteste de la remise de la copie par le candidat. Un candidat n'ayant pas signé la feuille d'émargement sera réputé ne pas avoir rendu sa copie.

Par ailleurs, un candidat ayant signé la feuille d'émargement ne pourra en aucun cas repartir avec sa copie.

III - REGLES GENERALES RELATIVES AU DEROULEMENT DES EPREUVES ORALES DU CONCOURS OU DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL.

A) Accès à la salle de concours ou d'examen.

Chacun des candidats doit se présenter aux jour(s), lieu(x) et heure(s) figurant sur la convocation **qu'il a reçue.**

B) Tenue et comportement.

Les candidats doivent faire preuve d'un comportement posé et sérieux, et ne pas perturber le bon déroulement de l'épreuve.

Le jury ou le responsable de salle qui assure la police du concours ou de l'examen professionnel, peut décider de l'exclusion en début ou en cours d'épreuve de tout candidat, dont la tenue ou le comportement sont de nature à perturber le bon déroulement de l'épreuve ou à compromettre l'égalité de traitement des candidats.

C) Vérification de l'identité des candidats.

Au début de chaque épreuve, l'autorité organisatrice vérifie l'identité de chaque candidat au moyen de sa convocation et de sa pièce d'identité avec photographie récente (CNI, passeport, permis de conduire, titre de séjour).

D) Epreuves avec préparation préalable.

Les candidats sont invités à tirer au sort un sujet qui peut, suivant la nature de l'épreuve, comporter une ou plusieurs questions ou documents. Le tirage au sort est effectué, selon les modalités prévues par l'autorité organisatrice, soit devant le jury ou les examinateurs, soit devant le ou les surveillants désignés par l'autorité organisatrice.

En aucun cas les candidats ne sont admis à effectuer un second tirage au sort.

E) Déroulement des épreuves.

Tout candidat qui renoncerait à passer son épreuve devra mentionner sa décision par un écrit qu'il signera. Ce document sera annexé par le jury ou les examinateurs à son bordereau d'évaluation et la note de 0/20 lui sera attribuée.

Un candidat peut renoncer à la totalité de la durée de son épreuve. Dans cette hypothèse, il indiquera sur son bordereau d'évaluation qu'il renonce à la totalité de la durée de son épreuve et signera de sa main. Par ailleurs, le jury ou l'examineur peut également proposer au candidat de mettre fin à l'entretien ou à l'interrogation par anticipation. Si le candidat accepte, il indiquera sur son bordereau d'évaluation qu'il renonce à la totalité de la durée de son épreuve et signera.

Durant l'épreuve orale et le cas échéant, durant la préparation préalable, il est strictement interdit aux candidats de communiquer entre eux sous quelque forme que ce soit, ou d'utiliser des documents ou brouillons autres que ceux remis par l'autorité organisatrice.

Les candidats ne doivent pas écrire sur les sujets qui devront être restitués à la fin de l'épreuve.

F) Fraudes.

Les membres du jury statuent sur les cas de fraude constatés par eux même ou signalés par l'autorité organisatrice.

En cas de fraude avérée, le jury peut décider de l'éviction du candidat du concours ou de l'examen professionnel et de l'attribution de la note 0/20 à l'épreuve concernée.

Le candidat est également informé de la possibilité que se réserve l'autorité organisatrice d'engager des poursuites pénales, conformément à la loi du 23 décembre 1901 modifiée, et le cas échéant de signaler l'incident à l'employeur de la personne, en vue d'éventuelles poursuites disciplinaires.

IV - DIFFUSION DES RESULTATS

A l'issue de l'ensemble des épreuves du concours ou de l'examen professionnel, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admissibles ou admis.

Cette liste est consultable à une date, en principe indiquée oralement lors des épreuves écrites ou orales, par l'autorité organisatrice. En tout état de cause, la date renseignée reste indicative.

La consultation de cette liste s'effectue soit au panneau d'affichage du centre de gestion organisateur, soit sur le site internet du même centre.

- Pour les candidats ayant effectué leur inscription avec un dossier papier :

La confirmation écrite des résultats s'effectue par courrier adressé à chaque candidat dans les jours suivant la publication des résultats. Seul ce courrier, signé par le président de l'autorité organisatrice ou par toute autre autorité ayant reçu délégation, fait foi.

- Pour les candidats ayant effectué une télé-inscription :

L'envoi des résultats se fera désormais par voie dématérialisée. Ainsi les courriers de résultats aux épreuves écrites (épreuves d'admissibilité) et les courriers de résultats d'admission ne seront plus expédiés par courrier, mais seront exclusivement disponibles sur l'accès sécurisé du candidat (« Espace candidat »).

Un courriel de notification de dépôt de ces documents sera transmis à chaque candidat sur l'adresse mail personnelle que ce dernier aura indiqué sur son dossier d'inscription.

Aucun résultat n'est communiqué par téléphone, fax ou mail.

V - DEMANDE DE COMMUNICATION DE COPIES ET CONTESTATION

Après publication des résultats d'admission, les candidats ont la possibilité de faire une demande de communication de copies. Ils doivent pour cela en faire la demande écrite au Centre de Gestion organisateur. Ce courrier doit, bien évidemment, stipuler le concours, la voie de concours, la session et les épreuves pour lesquelles le candidat souhaite avoir communication de sa copie. De plus, il doit impérativement être accompagné d'une grande enveloppe format A4 libellée aux nom, prénom et adresse du candidat et affranchie au tarif en vigueur pour 100 grammes.



Recours possibles : Les décisions relatives aux concours et examens professionnels peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision) auprès du Centre de Gestion organisateur. Elles peuvent également faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai maximum de 2 mois à compter de leur transmission au représentant de l'état et de leur publication ou notification.

Toutefois selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les décisions des jurys ont le caractère de décisions créatrices de droit ; en conséquence, seule une erreur matérielle (par exemple : transcription de note) peut justifier la prise en compte d'une demande de rectification / révision.